

Loi N° 022 /PR/2014

*Portant Rectificatif de la Loi n° 001/PR/2014
du 02 Janvier 2014
Portant Budget Général de l'Etat pour 2014*

Vu la Constitution ;

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 24 Juin 2014 ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. La Loi n°001/PR/2014 du 02 janvier, portant Budget Général de l'Etat pour 2014 est modifiée comme suit :

I. DISPOSITIONS FISCALES

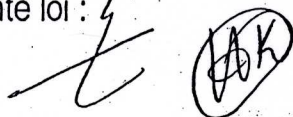
Article 2.- Il est institué un droit d'accès de un (1\$) dollar us par baril de pétrole brut transporté par TOTCO pour le compte de nouveaux Expéditeurs. Ce droit d'accès payable par les expéditeurs concernés est perçu par TOTCO et versé au Trésor Public.

II. EVALUATION DES RESSOURCES

Article 3.- Les dispositions de l'article 31 de la loi n°001/PR/2014 du 02 janvier 2014, portant Budget général de l'Etat sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

Article 31 (ancien) : Les Recettes Budgétaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, groupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évaluées pour 2014 à la somme de **1 646 301 587 000 FCFA**. La ventilation de ces ressources par titre, section, chapitre et article est donnée par les tableaux des annexes de la présente loi :



Recettes ordinaires	1 444 311 000 000 FCFA
Titre I : Recettes Fiscales.....	1 069 791 000 000 FCFA
dont 631 900 000 000 de FCFA au titre des revenus pétroliers	
Titre II : Recettes non Fiscales	374 520 000 000 FCFA
dont 344 520 000 000 de FCFA au titre des revenus pétroliers	
Recettes en capital.....	201 990 587 000 FCFA
Titre III : Recettes en capital.....	10 000 000 000 FCFA
Titre IV : Aides, Dons et Subventions	142 217 897 000 FCFA
Titre V : Emprunts Extérieurs Projets	49 772 690 000 FCFA

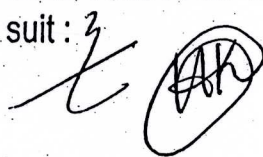
Lire :

Article 31 (nouveau): Les Recettes Budgétaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, groupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évaluées pour 2014 à la somme de **1 857 740 939 000 FCFA**. La ventilation de ces ressources par titre, section, chapitre et article est donnée par les tableaux des annexes de la présente loi :

Recettes ordinaires	1 645 750 352 000 FCFA
Titre I : Recettes Fiscales.....	1 040 290 352 000 FCFA
dont 588 810 000 000 de FCFA au titre des revenus pétroliers	
Titre II : Recettes non Fiscales	605 460 000 000 FCFA
Recettes en capital.....	211 990 587 000 FCFA
Titre III : Recettes en capital.....	20 000 000 000 FCFA
dont 10.000.000 000 de FCFA de fiscalisation des marchés publics et 10 000 000 000 de FCFA de cession d'actif /Licence 3 G et 4 G	
Titre IV : Aides, Dons et Subventions	142 217 897 000 FCFA
Titre V : Emprunts Extérieurs Projets	49 772 690 000 FCFA

III. EVALUATION DES CHARGES

Article 4.- Les dispositions de l'article 32 de la loi n°001/PR/2014 du 02 janvier 2014, portant Budget général de l'Etat sont modifiées comme suit :



Au lieu de :

Article 32 (ancien): Les plafonds des crédits applicables aux dépenses de fonctionnement et de dépenses en capital regroupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évalués pour **2014** à la somme de **1 742 720 500 000 FCFA**.

Dépenses courantes **856 531 913 000 FCFA**
Titre I : Charges de la dette publique Rétrocedée
et non rétrocedée **29 740 000 000 FCFA**
Titre II : Dotations des pouvoirs publics **495 463 680 000 FCFA**
Titre III: Interventions de l'Etat et Transferts courants **331 328 233 000 FCFA**
dont **125 899 535 000 FCFA** au titre des revenus pétroliers.

Dépenses en capital **886 188 587 000 FCFA**
Titre IV : Dotations aux amortissements de la dette publique rétrocedée
et non Rétrocedée **192 190 000 000 FCFA**
Titre V : Equipements, Investissements
et Transferts en Capital : **693 998 587 000 FCFA**

Lire :

Article 32 (nouveau): Les plafonds des crédits applicables aux dépenses de fonctionnement et de dépenses en capital regroupées sous les différents titres du budget général de l'Etat sont évalués pour **2014** à la somme de **1 877 740 939 000 FCFA**.

Dépenses courantes **822 358 309 000 FCFA**
Titre I : Charges de la dette publique Rétrocedée
et non rétrocedée **49 740 000 000 FCFA**
Titre II : Dotations des pouvoirs publics **472 504 903 000 FCFA**
Titre III: Interventions de l'Etat et Transferts courants **300 113 406 000 FCFA**
dont **72 024 545 000 FCFA** au titre des revenus pétroliers.

Dépenses en capital **1 055 382 630 000 FCFA**
Titre IV : Dotations aux amortissements de la dette publique rétrocedée
et non Rétrocedée **308 190 000 000 FCFA**
Titre V : Equipements, Investissements
et Transferts en Capital : **747 192 630 000 FCFA**
dont **71 725 000 000** au titre des revenus pétroliers

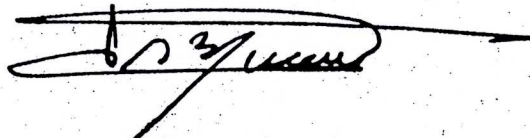
Article 5.- Il est constaté un déficit de **20 000 000 000 FCFA** qui sera financé par des ressources extérieures dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédits.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 6.- Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente Loi sont maintenues.

Article 7.- La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à N'Djamena, le 27 Juin 2014.....



IDRISS DEBY ITNO